“L’instruction ne s’est bornée qu’à compléter la preuve des faits déjà dévoilés par les pièces.

“Les intimés se sont opposés à la preuve orale de la liquidation.

“L’ordonnance du 2 mars 1906, parle bien de liquidation à clore; mais il n’y a jamais eu d’ordonnance en déclaration de clôture rendue après rapport de liquidation.

“Etudions maintenant la valeur des deux griefs d’appel.

PREMIERE QUESTION

“Y a-t-il eu défaut de signification à la débitrice, la compagnie de l’opéra comique de Montréal, du transport du jugement par Gay aux intimés ?

“Cette cour l’a décidé, en décembre 1907, en cassant le jugement de la cour Supérieure du district de Montréal, pour ce seul motif.

“Depuis, les intimés se sont-ils mis en règle ?

“La compagnie est-elle absolument éteinte ?

“Aucune clôture définitive de ses affaires ne paraît avoir eu lieu, si l’on s’en rapporte à l’ordonnance du 2 mars 1906. Le liquidateur a été autorisé à clore ses affaires. L’a-t-il fait ? La Cour ne le sait pas. L’appelant a voulu en faire une preuve orale, les intimés s’y sont opposés justement.

“Et encore, l’appelant qui détient un immeuble qu’il a acheté de cette compagnie n’est-il pas son ayant-cause aux créances privilégiées ou hypothécaires, ou autres droits de suite grevant ce fonds de terre ? Peut-il bien invoquer la faillite ou la disparition de sa venderesse qui empêche la signification de transport de créances contre elle, pour éviter de payer ces créances.

“Nous ne le croyons pas. D’ailleurs, jusqu’à abrogation des lettres patentes organiques de la compagnie, même après, la justice pourrait toujours organiser une représentation de la compagnie pour faire finir les affaires commencées par elle durant sa vie active ou utile.